



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

En grève pour faire Valls' er la loi Travail et son gouvernement !

BULLETIN NPA PSA POISSY

9 JUIN 2016

Après les raffineurs, les cheminotEs, des agents de la RATP, des salariéEs du secteur aérien sont rentrés dans la grève qui dure, celle qui bloque, celle qui fait mal au portefeuille des actionnaires et des patrons... C'est vraiment le moment d'y aller une bonne fois pour toutes pour faire reculer ce gouvernement, avec les multiples initiatives de blocages de zones industrielles, de plateformes logistiques, de dépôts de carburant !

Des grèves éclatent dans plusieurs entreprises contre la dégradation des conditions de travail, les nouveaux plans de productivité comme à PSA, pour l'augmentation des salaires (chez Amazon), contre les licenciements (chez Vallourec), contre la précarité (à la Poste)... La lutte contre la loi Travail révèle l'ensemble de la colère sociale qui couve depuis des années, la mobilisation redonne de l'air à toutes celles et ceux qui ne veulent plus subir et sont prêts à relever la tête.

Le mouvement est donc entré dans une nouvelle étape. Le gouvernement envoie les CRS lever brutalement les blocages, mais ce n'est pas cela qui remet en route des raffineries ni ne fait rouler les trains ou voler les avions...

En lutte jusqu'au retrait

Le mouvement a isolé le gouvernement, qui est minoritaire dans le pays comme à l'Assemblée. Il cherche à diviser les grévistes d'un côté en faisant quelques annonces, un jour pour les routiers, le suivant pour les cheminotEs en encore après pour les enseignantEs, de l'autre en criminalisant les syndicalistes. L'obliger à retirer sa loi est aujourd'hui possible.

Ce n'est pas seulement un article, le 2, qui est inacceptable, c'est toute la loi, qui détruit la médecine du travail, facilite les licenciements, dérègle la durée du travail ou les congés, qui soumet les droits des salariéEs aux « besoins des entreprises »

Il n'y a rien à discuter, ni à négocier sans que le gouvernement n'ait auparavant totalement retiré son projet de loi, car l'ensemble de ce projet de loi est néfaste pour l'ensemble du salariat.

On reste fermes et déterminés : ce projet n'est ni amendable ni négociable !

On amplifie les grèves, on va jusqu'au bout !

L'heure peut être aujourd'hui à l'extension de la grève. Il faut aider à surmonter les doutes, convaincre, faire de chacun et chacune des militantEs du mouvement. Il faut préparer la **journée de grève du 14 juin et la manifestation nationale à Paris** mais d'ici là, il faut surtout développer, renforcer les grèves dans les entreprises et dans la Fonction Publique, qui sera la prochaine cible si la loi El Khomri est adoptée.

Défendons aussi toutes les revendications qui peuvent contribuer à généraliser le mouvement à l'ensemble des salariéEs : à commencer par la réduction massive du temps de travail et son partage entre toutes et tous.

Ils ne nous représentent pas, qu'ils s'en aillent tous !

Avec le 49.3, Valls et Hollande lient eux-mêmes le sort de leur gouvernement à celui de la loi travail minoritaire : Aucune hésitation, il faut faire tomber ce gouvernement, qui se bat contre nos intérêts et pour ceux des grands patrons.

Nous sommes une majorité qui ne veut plus de ce système, basé sur les profits et l'exploitation, ni de ceux qui la défendent. Il est aussi temps de mettre en avant une autre façon de gouverner et de faire fonctionner la société, celle qui permettra enfin de faire respecter les libertés démocratiques et de mettre en place un gouvernement entièrement dévoué à la satisfaction des besoins du plus grand nombre, un gouvernement des travailleurs au service des travailleurs !

Valls, Hollande, Gattaz peuvent partir, nous pouvons faire fonctionner la société sans eux. Ils ont les millions mais nous sommes le nombre.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



MERCI MACRON : LA FAMILLE PEUGEOT VEUT REVENIR AU CAPITAL DE PSA !

Il y a moins de 4 ans PSA était au bord de la faillite. La famille Peugeot avait alors appelé au secours le gouvernement français qui lui avait apporté des milliards avec le constructeur chinois Dongfeng. Avec ces capitaux, la fermeture d'Aulnay, des suppressions d'emplois et des plans de compétitivité, PSA est redevenu largement profitable.

L'odeur du profit fait saliver la famille Peugeot. Sa fortune ne provient que de l'héritage et de l'exploitation de milliers de salariés depuis plus d'un siècle. Elle sonne maintenant à la porte de Macron pour revenir dans le capital de PSA. Avec tout le fric que la famille a planqué en Suisse, dans les paradis fiscaux et investi dans des dizaines d'autres entreprises, elle veut racheter des actions que Macron veut remettre sur le marché.

Alors que les pertes affichées par PSA il y a cinq ans auraient dû entraîner l'expropriation et à la saisie des biens de cette famille en déconfiture, les voilà qui reviennent pour espérer toucher encore plus de pognon. Aucune morale jusqu'à ce qu'on prenne nos affaires en main.

RENAULT TRUCKS : 3ème PSE ANNULE

Le Tribunal Administratif de Lyon a annulé ce nouveau plan social de Renault Trucks, initialement homologué par la "Direccte", direction régionale du ministère du travail, qui supprimait 163 postes (sur 550) dans la division informatique, dont 64 "volontaires" repris par l'indien HCL.

Le groupe a procédé à plusieurs plans de sauvegarde de l'emploi entraînant une réduction importante d'effectifs sur le site lyonnais : de 5 500 salariéEs en CDI il y a 3 ans à 4 000 aujourd'hui.

Ce PSE invalidé, contrevenait à des dispositions des accords collectifs de branche dans la métallurgie. Le ministère du travail, à l'origine de la loi travail, avait avalisé ce plan jugé maintenant illégal.

Preuve que des accords de branche peuvent encore constituer des protections face à un patronat qui licencie et aggrave nos conditions de travail. Cette invalidation encore possible aujourd'hui deviendrait inapplicable si la loi travail passait.

A PSA MULHOUSE : 1000 GREVISTES

Plus de 1 000 en grève le 26 mai, Les trois équipes avec plus de trois cent grévistes chaque fois. Plus de 300 grévistes en équipe de nuit, la chaîne de montage quasiment à l'arrêt. Pas de baignoles sans nous ! La journée, des défilés dans l'usine en scandant « les chefs au boulot ».

1000, ça ne c'était pas vu depuis bien longtemps, pour dire qu'il est hors de question d'accepter de faire de nouveaux sacrifices avec le nouvel accord de compétitivité, alors que PSA engrange des milliards. Ils pouvaient être fiers de cette première étape de mobilisation !

Le mécontentement monte dans toutes les usines du groupe avec déjà des premiers reculs par rapport à la première version du plan de compétitivité annoncé par la direction.

Gageons qu'après nos derniers débrayages à Poissy, si on s'y met tous comme à Mulhouse, tous ensemble, Loi travail, compétitivité, flexibilité ... cette même politique ne résistera pas longtemps.

DES RECULS SOCIAUX EN SIGNANT DES ACCORDS D'ENTREPRISES

Un accord de compétitivité vient d'être signé entre la direction de l'usine CBI d'Angers (450 salariés, 250 en production, une cinquantaine d'intérimaires) fabricant de freins automobiles, et la CFDT et CFE-CGC. La CGT et FO ont refusé

d'avaliser ce plan qui entraîne une augmentation de la durée du travail à salaire constant.

Pour les équipes, le temps de pause n'y sera plus rémunéré ni compté dans le temps de travail, et entraînera une baisse de RTT, de 14 actuellement à douze en 2018, neuf en 2019 pour finir à cinq en 2020. Les autres catégories auront une baisse entre deux et quatre jours dès 2017.

Tout ça pour remporter un marché d'1,25 million de freins auprès du groupe Renault-Nissan. Cet accord de compétitivité s'inscrit complètement dans la logique que veut généraliser la loi travail

Les donateurs d'ordre PSA-Renault vont utiliser cet accord pour la sous-traitance afin de faire régresser nos droits à tous.

COMPETITIVITE : PSA EN ECLAIREUR

Comme à Renault, la direction de PSA se prépare à imposer un nouvel accord de compétitivité. Au programme : suppressions d'emplois, externalisations (notamment en R&D), flexibilité (1 samedi travaillé obligatoire par mois, compteur de +15 jours/-12 jours non payés en heures supplémentaires...), suppression de jours de congés d'ancienneté, déclassement possible d'ETAM sur des postes d'ouvriers professionnels et de professionnels sur des postes sur chaîne...

Et le tout sans engagement de ne pas fermer de site ! Face à ces offensives, après les débrayages à Saint-Ouen, Poissy et surtout Mulhouse, il serait vraiment temps de s'y mettre tous ensemble en même temps.

Notre colère est contagieuse, ne la freinons pas ...

GHT OU PAS, MIEUX SOIGNER A POISSY COMME AILLEURS !

Décidée par la loi Touraine, la mise en place des Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT) impose aux établissements hospitaliers publics de réorganiser les spécialités médicales pour réaliser des économies, en modifiant radicalement le pilotage des activités de soins : 16 000 suppressions de lits et 22 000 postes hospitaliers menacés nationalement !

Les Yvelines n'échappent pas à la règle. Les conséquences seront graves: dégradation de l'accès aux soins et de la qualité de l'accueil, éloignement des lieux de soins, aggravation des délais d'attente et de prise en charge, fermeture de nombreux services et détérioration des conditions de travail de l'ensemble des personnels hospitaliers

Les jeunes, les personnes âgées, les démunies renoncent à se soigner pour des raisons d'éloignement, de coût... C'est inacceptable!

Nous réclamons pour toutes et tous un accès gratuit à des soins diversifiés et de qualité au sein de l'hôpital public le plus proche.

SOLIDARITE AVEC NOS CAMARADES D'AIR FRANCE !

Le procès des salariés d'Air France inculpés pour la chemise déchirée de leur DRH en octobre dernier, au moment où l'entreprise annonçait plus de 3 000 suppressions d'emplois, a été reporté en septembre prochain. Les mobilisations de soutien aux salariés inculpés et la mobilisation contre la loi Travail ne sont pas étrangères à ce report.

Comme ceux de Goodyear, le seul crime de ces travailleurs a été de défendre leur emploi. Ce qui vaut bien plus que quelques chemises froissées !

Notre solidarité doit donc être totale.

**Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous contacter :
npa.poissy@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél : 06 80 73 86 77**